



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 64.346/2
du 22 octobre 2018

advies 64.346/2
van 22 oktober 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
22 mai 1965 déterminant les
modalités de l'intervention du
Fonds d'aide médicale urgente
en exécution de la loi du
8 juillet 1964 relative à l'aide
médicale urgente'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
22 mei 1965 houdende
vaststelling van de regels voor
de tussenkomst van het Fonds
voor dringende geneeskundige
hulpverlening, ter voldoening
aan de wet van 8 juli 1964
betreffende de dringende
geneeskundige hulpverlening'

Le 1^{er} octobre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 22 mai 1965 déterminant les modalités de l'intervention du Fonds d'aide médicale urgente en exécution de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 octobre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 octobre 2018.

*

Op 1 oktober 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 mei 1965 houdende vaststelling van de regels voor de tussenkomst van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening, ter voldoening aan de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 22 oktober 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 oktober 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 5 du projet arrête les informations qui doivent être transmises par le service ambulancier impayé au Fonds d'aide médicale urgente. Parmi ces informations figurent des données à caractère personnel du patient.

Interrogé quant à savoir si l'autorité de contrôle visée à l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', rendu applicable en l'espèce par l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', a été consultée, le délégué de la Ministre a répondu que l'avis a été demandé mais pas encore obtenu.

L'auteur du projet veillera au parfait accomplissement de cette formalité préalable obligatoire.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

L'alinéa 3 vise l'arrêté royal du 7 avril 1995 'déterminant le tarif applicable au transport en ambulance des personnes visées à l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente'.

Cependant, cet arrêté n'est ni modifié ni abrogé par le projet.

Sa mention sera donc omise des visas du préambule.

Par contre, si l'auteur du projet souhaite en faire mention au préambule, il pourra le faire sous la forme d'un considérant.

DISPOSITIF

Articles 2 et 3

Les articles 2 et 2/1 en projet établissent deux régimes successifs, en fonction du moment auquel l'alerte a été donnée pour les interventions effectuées : l'un avant et l'autre à partir du 1^{er} janvier 2019.

Interrogé quant à la nécessité de prévoir deux régimes, alors qu'il ressort de l'article 10 du projet qu'il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019, le délégué de la Ministre a répondu qu'en ce qui concerne la première catégorie, l'intention est de conserver le système actuel.

Dès lors que l'intention ne consiste pas à modifier le droit existant, tel qu'il sera applicable jusqu'au 31 décembre 2018 et compte tenu de l'article 4/4 en projet à l'article 9¹, l'article 2 sera donc omis.

Article 3

L'article 2/1, § 4, en projet prévoit que le pourcentage d'intervention est fixé pour la première fois pour une application au 1^{er} janvier 2022. Le paragraphe 5 arrête un pourcentage pour les années 2019 et 2020.

Interrogé quant au régime applicable pour l'année 2021, le délégué de la Ministre a répondu qu'il s'agit d'une erreur et que le paragraphe 4 doit être modifié afin de remplacer 2022 par 2021 dans la version française.

Le texte sera modifié en ce sens. De même, la date pour la fixation du premier pourcentage d'intervention sera modifiée dans le texte français, en concordance avec le texte néerlandais, à savoir le 31 mars 2020 plutôt que le 31 mars 2021.

Article 5

1. L'article 4, § 2, 3°, en projet prévoit que la déclaration de créance doit comprendre notamment « le numéro de fiche, conformément au paragraphe 9 ». Cependant, le paragraphe 9 ne concerne pas de numéro de fiche.

Interrogé quant à la disposition à laquelle il y a lieu de se référer, le délégué de la Ministre a répondu comme suit :

« 3° moet vervangen worden door 'het Amburegfichenummer'.

Hiermee wordt variabele met nummer 18 in de bijlage van het ontwerpbesluit bedoeld : (variabele aangeduide met (18) AMBUREGFICHENUMMER/ NUMÉRO DE FICHE AMBUREG).

¹ Vu sa nature de disposition transitoire, l'article 9 doit être conçu comme une disposition autonome et non comme une disposition modificative de l'arrêté royal du 22 mai 1965.

De wijziging van het KB van 7 april 1995 bepaalt dat het Amburegfichenummer, van zodra beschikbaar, moet vermeld worden op de factuur conform het voortaan opgelegde factuurmodel dat een bijlage vormt van het wijzigingsbesluit van het KB van 7 april 1995 ».

Le projet sera modifié en ce sens.

2. L'article 4, § 7, en projet prévoit un remboursement du Fonds par les services ambulanciers à concurrence des paiements perçus, si un paiement total ou partiel de la facture intervient après l'intervention du Fonds.

Interrogé quant au cas où un paiement partiel par le patient intervient et spécialement quant à savoir si le remboursement est proportionnel au pourcentage du montant payé par le patient, tel que le Fonds l'a remboursé, ou s'il porte sur tout, à concurrence du montant total que le Fonds a déboursé, le délégué de la Ministre a apporté les précisions suivantes :

« De bedoeling van artikel 4, § 7 is te vermijden dat een ziekenwagendienst door het systeem van gegarandeerde terugbetaling in combinatie met ontvangsten van de patiënt in totaal een bedrag ontvangt dat hoger is dan het factuurbedrag. Het gaat dus niet om een terugbetaling door het Fonds maar enerzijds een betaling door de patiënt aan de ziekenwagendienst enerzijds en een terugbetaling door de ziekenwagendienst aan het Fonds.

Als de ziekenwagendienst op een factuur van 60 € een gedeeltelijke betaling door de patiënt van 10 € heeft ontvangen dan moet hij het bedrag van de gedeeltelijke betaling op de schuldvordering aan het Fonds vermelden. Het Fonds zal 75 % van de factuur terugbetalen omdat $10\text{ €} < 15\text{ €}$ zijnde $60 - (60 * 0,75)$.

Als de ziekenwagendienst vervolgens nog bijkomend 5 € ontvangt van de patiënt dan moet de ziekenwagendienst nog steeds niets terugbetalen aan het Fonds.

Als de ziekenwagendienst op een factuur van 60 € een gedeeltelijke betaling van 30 € heeft ontvangen vóór het indienen van de schuldvordering dan zal het Fonds niet meer dan 30 € betalen zijnde.

Door artikel 4, § 7 wordt verzekerd dat als de ziekenwagendienst 30 € ontvangt ná het indienen van de schuldvordering, de ziekenwagendienst verplicht is om 15 € terug te betalen aan het Fonds zodat het Fonds uiteindelijk ook in dit geval niet meer dan 30 € betaald zal hebben ».

Le projet sera complété afin de mieux refléter ces précisions.

La même observation vaut pour la dernière phrase du paragraphe 8.

3. Dès lors que le paragraphe 2, 2°, b), habilite le ministre à établir la liste des permanences, c'est à lui et non à son administration qu'il appartient de l'actualiser.

Le paragraphe 9 sera donc omis.

Article 6

La phrase liminaire de l'article 4/1, § 1^{er}, en projet prévoit une obligation de ne communiquer les déclarations de créance que de façon électronique « au plus tard dans les trente jours calendrier suivant la mise à disposition sur une application web » du formulaire *ad hoc*.

Interrogé quant à cette disposition, le délégué de la Ministre a apporté les précisions suivantes :

« Le site www.attest.be est en acceptation en collaboration avec la plate-forme eHealth.

Cette application web ne vise que la validation à donner par le centre 112 et aucunement la déclaration de créance du service ambulancier auprès du FAMU dont il est question en effet à l'art. 4, § 1^{er}.

La déclaration de créance électronique c'est pour plus tard et c'est la Ministre qui détermine la date à partir de laquelle c'est possible ».

La disposition sera modifiée afin – outre le fait de ne pas utiliser la notion de « jour calendrier » qui ne dispose pas d'acception juridique par défaut – de ne pas faire dépendre l'entrée en vigueur de l'obligation de communiquer les déclarations de créance par voie électronique de la mise à disposition d'un formulaire sur un site internet, qui ne sera pas nécessairement connue par les destinataires de la règle.

Le texte sera modifié par une habilitation faite au ministre pour fixer cette entrée en vigueur.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt de gegevens die de onbetaalde ambulancedienst aan het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening moet overmaken. Die gegevens omvatten ook persoonsgebonden informatie over de patiënt.

Op de vraag of het advies is ingewonnen van de toezichthoudende autoriteit, bedoeld in artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, welke verordening *in casu* toepasselijk gemaakt is bij artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat haar advies gevraagd maar nog niet verkregen is.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplicht voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het derde lid wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 7 april 1995 ‘houdende vaststelling van het tarief voor het vervoer per ziekenwagen van de personen bedoeld in artikel 1 van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening’.

Dat besluit wordt bij het ontwerp evenwel noch gewijzigd, noch opgeheven.

De vermelding ervan dient dan ook uit de aanhefverwijzingen weggelaten te worden.

Als de steller van het ontwerp het besluit echter in de aanhef wil vermelden, kan hij dit doen in de vorm van een overweging.

DISPOSITIEF

Artikelen 2 en 3

Bij de ontworpen artikelen 2 en 2/1 worden twee opeenvolgende regelingen ingevoerd, afhankelijk van het ogenblik waarop de alarmering voor de uitgevoerde interventies plaatsvindt: een voor een alarmering vóór 1 januari 2019 en de andere voor een alarmering vanaf 1 januari 2019.

Op de vraag of het nodig is om in twee regelingen te voorzien, terwijl uit artikel 10 van het ontwerp blijkt dat dit ontwerp op 1 januari 2019 in werking zal treden, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het de bedoeling is voor de eerste categorie de huidige regeling te behouden.

Aangezien het niet de bedoeling is het geldende recht te wijzigen, zoals het tot 31 december 2018 van toepassing zal zijn, en gelet op het ontworpen artikel 4/4 (artikel 9 van het ontwerp),¹ moet artikel 2 dan ook vervallen.

Artikel 3

Het ontworpen artikel 2/1, § 4, bepaalt dat het percentage van de tussenkomst de eerste maal vastgelegd wordt met het oog op toepassing op 1 januari 2022. Paragraaf 5 bepaalt een percentage voor de jaren 2019 en 2020.

Op de vraag welke regeling geldt voor het jaar 2021 heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het om een vergissing gaat en dat paragraaf 4 aldus gewijzigd moet worden dat 2022 in de Franse tekst vervangen wordt door 2021.

De tekst moet in die zin gewijzigd worden. Evenzo moet in de Franse tekst de datum voor het vaststellen van het eerste percentage van de tussenkomst in overeenstemming met de Nederlandse tekst gewijzigd worden. Het betreft namelijk 31 maart 2020 in plaats van 31 maart 2021.

Artikel 5

1. Het ontworpen artikel 4, § 2, 3°, bepaalt dat in de schuldvordering onder meer “het fichenummer, in overeenstemming met paragraaf 9” vermeld moet worden. Paragraaf 9 heeft evenwel geen betrekking op een fichenummer.

¹ Doordat artikel 9 als een overgangsbepaling gesteld is, moet het als een autonome bepaling opgevat worden en niet als een bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 mei 1965.

Op de vraag naar welke bepaling verwezen dient te worden heeft de gemachtigde van de minister als volgt geantwoord:

“3° moet vervangen worden door ‘het Amburegfichenummer’.

Hiermee wordt variabele met nummer 18 in de bijlage van het ontwerpbesluit bedoeld: (variabele aangeduid met (18) AMBUREGFICHENUMMER/ NUMÉRO DE FICHE AMBUREG).

De wijziging van het KB van 7 april 1995 bepaalt dat het Amburegfichenummer, van zodra beschikbaar, moet vermeld worden op de factuur conform het voortaan opgelegde factuurmodel dat een bijlage vormt van het wijzigingsbesluit van het KB van 7 april 1995.”

Het ontwerp moet in die zin gewijzigd worden.

2. Het ontworpen artikel 4, § 7, voorziet in een terugbetaling van het Fonds door de ambulancediensten ten belope van de ontvangen betalingen, indien de factuur volledig of gedeeltelijk betaald wordt na de tussenkomst van het Fonds.

Op de vraag wat er gebeurt in geval van een gedeeltelijke betaling door de patiënt en vooral of de terugbetaling evenredig is met het percentage van het door de patiënt betaalde bedrag, zoals terugbetaald door het Fonds, dan wel of de terugbetaling op alles betrekking heeft, ten belope van het volledige bedrag dat het Fonds betaald heeft, heeft de gemachtigde van de minister de volgende verduidelijkingen gegeven:

“De bedoeling van artikel 4, § 7 is te vermijden dat een ziekenwagendienst door het systeem van gegarandeerde terugbetaling in combinatie met ontvangsten van de patiënt in totaal een bedrag ontvangt dat hoger is dan het factuurbedrag. Het gaat dus niet om een terugbetaling door het Fonds maar enerzijds een betaling door de patiënt aan de ziekenwagendienst enerzijds en een terugbetaling door de ziekenwagendienst aan het Fonds.

Als de ziekenwagendienst op een factuur van 60 € een gedeeltelijke betaling door de patiënt van 10 € heeft ontvangen dan moet hij het bedrag van de gedeeltelijke betaling op de schuldvordering aan het Fonds vermelden. Het Fonds zal 75 % van de factuur terugbetalen omdat $10\text{ €} < 15\text{ €}$ zijnde $60 - (60 * 0,75)$.

Als de ziekenwagendienst vervolgens nog bijkomend 5 € ontvangt van de patiënt dan moet de ziekenwagendienst nog steeds niets terugbetalen aan het Fonds.

Als de ziekenwagendienst op een factuur van 60 € een gedeeltelijke betaling van 30 € heeft ontvangen vóór het indienen van de schuldvordering dan zal het Fonds niet meer dan 30 € betalen zijnde.

Door artikel 4, § 7 wordt verzekerd dat als de ziekenwagendienst 30 € ontvangt ná het indienen van de schuldvordering, de ziekenwagendienst verplicht is om 15 € terug te betalen aan het Fonds zodat het Fonds uiteindelijk ook in dit geval niet meer dan 30 € betaald zal hebben.”

Het ontwerp moet aldus aangevuld worden dat het die verduidelijkingen beter weergeeft.

Dezelfde opmerking geldt voor de laatste zin van paragraaf 8.

3. Aangezien paragraaf 2, 2°, b), de minister machtigt om de lijst van de permanenties op te stellen, staat het aan hem en niet aan zijn administratie om de lijst te actualiseren.

Paragraaf 9 moet dan ook vervallen.

Artikel 6

De inleidende zin van het ontworpen artikel 4/1, § 1, voorziet in de verplichting om de schuldvorderingen uitsluitend langs elektronische weg te bezorgen “uiterlijk binnen de dertig kalenderdagen volgend op de terbeschikkingstelling op een webapplicatie” van het ad-hocformulier.

Naar aanleiding van een vraag over die bepaling, heeft de gemachtigde van de minister de volgende verduidelijkingen gegeven:

“Le site www.attest.be est en acceptation en collaboration avec la plate-forme eHealth.

Cette application web ne vise que la validation à donner par le centre 112 et aucunement la déclaration de créance du service ambulancier auprès du FAMU dont il est question en effet à l’art. 4, § 1^{er}.

La déclaration de créance électronique c’est pour plus tard et c’est la Ministre qui détermine la date à partir de laquelle c’est possible.”

Los van het feit dat geen gebruik gemaakt mag worden van het begrip “kalenderdag”, dat niet automatisch een juridische betekenis heeft, moet de bepaling gewijzigd worden teneinde de inwerkingtreding van de verplichting om de schuldvorderingen langs elektronische weg te bezorgen niet te laten afhangen van het ter beschikking stellen van een formulier op een website, die niet noodzakelijkerwijze door de adressaten van de regel gekend is.

De tekst moet aldus gewijzigd worden dat de minister gemachtigd wordt om die inwerkingtreding vast te stellen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT